

« Concessions » ? « Avancées sociales » ? **Non ! Lecornu impose par 49-3 son budget d'austérité et de guerre**

Le premier ministre Lecornu a décidé d'imposer par le 49-3 son budget d'austérité et de guerre au terme de tractations politiciennes. C'est dans ce cadre qu'il a effectué ses dernières annonces présentées comme des concessions.

La prime d'activité, complément de ressources octroyé à ceux qui se trouvent en bas de l'échelle des revenus alors qu'ils occupent un poste, devrait augmenter de 50€ mais la baisse du budget du ministère du travail est maintenue, tout comme est maintenue la nouvelle année de blocage des salaires dans le privé comme dans le public avec le gel de la valeur du point d'indice.

Le maintien des bourses étudiantes et la généralisation du repas universitaire à 1 € sont présentés comme des avancées sociales. En réalité, cette mesure est une fausse concession elle coûte 100 millions d'euros, alors que le budget de la vie étudiante baisse de 200 millions d'euros. Sans recrutements massifs ni investissements supplémentaires, la généralisation du repas à 1 € mettra les CROUS et leurs personnels en grande difficulté : restaurants saturés, files d'attente interminables, dégradation des conditions de travail et du service rendu aux étudiants.

LA FNEC FP défend le développement des œuvres universitaires et sociales, mais refuse une politique d'affichage menée au détriment des agents et du service public. Une véritable politique sociale étudiante exige des moyens pérennes, des créations de postes et un financement à la hauteur des besoins.

Quant à l'Education nationale, les 2 000 postes créés sont bien des postes d'AESH, personnels maintenus sous le seuil de pauvreté. Rappelons que les 2 000 postes prétendument créés par l'ex-premier ministre Bayrou s'étaient avérés être une mystification ! Jamais le manque d'AESH n'a été aussi important dans les écoles et les établissements, partout ça craque ! Les 4 000 suppressions de postes d'enseignants sont, elles bel et bien maintenues !

Quant au ministre Geffray, il continue son chantage en expliquant que faute de budget, les concours d'enseignement 2026 auxquels 88 000 étudiants sont inscrits, ne pourraient avoir lieu...

Les dispositions inacceptables du budget Lecornu sont donc maintenues. Ce dernier s'est d'ailleurs empressé de rassurer les chefs d'entreprise dans un courrier qu'il leur a adressé.

Il est un ministère qui échappe à l'austérité, aux coupes budgétaires, c'est celui des armées. Le président Macron, qui lors de ses vœux aux armées appelle à un « *sursaut militaire* », rappelle que : « *La loi de programmation militaire (...) prévoit pour la période 2026-2030 un effort supplémentaire de 36 milliards d'euros pour accélérer notre réarmement dont 3,5 milliards*

d'euros dès 2026. » Tout cela, toujours selon le président Macron « pour être prêt pour un engagement majeur d'ici 3 ou 4 ans ».

La FNEC FP-FO n'est pas dupe des dernières annonces du premier ministre Lecornu : son budget, c'est toujours plus d'argent pour l'armée, des cadeaux fiscaux aux grandes entreprises et une offensive inédite contre la Sécu, contre l'Ecole publique, contre l'hôpital public, contre les droits et les garanties collectives des salariés.

Pire, c'est par l'article 49-3 que le premier ministre entend imposer son budget de guerre !

La FNEC FP-FO ne l'accepte pas. Elle oppose toutes ses revendications au budget Lecornu. Elle invite les personnels à se réunir dans les écoles et les établissements pour discuter de cette situation et décider d'initiatives pour faire valoir leurs exigences en termes de postes, de salaires, de garanties collectives, de conditions de travail...

L'argent pour l'Ecole publique et ses personnels, pas pour préparer la guerre !

Montreuil, le 19 janvier 2026